

**INDE – TRAITEMENT TARIFAIRE DE CERTAINES MARCHANDISES DU SECTEUR DES
TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION**

**CONSTITUTION DU GROUPE SPÉCIAL ÉTABLI
À LA DEMANDE DU TAIPEI CHINOIS**

NOTE DU SECRETARIAT

Révision

1. À sa réunion du 29 juillet 2020, l'Organe de règlement des différends (ORD) a établi un groupe spécial comme l'avait demandé le Taipei chinois dans le document WT/DS588/7, conformément à l'article 6 du Mémoire d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends (Mémoire d'accord).

2. Le mandat du Groupe spécial est le suivant:

Examiner, à la lumière des dispositions pertinentes des accords visés cités par les parties au différend, la question portée devant l'ORD par le Taipei chinois dans le document WT/DS588/7; faire des constatations propres à aider l'ORD à formuler des recommandations ou à statuer sur la question, ainsi qu'il est prévu dans lesdits accords.

3. Le 19 août 2020, le Taipei chinois a demandé que le Directeur général détermine la composition du Groupe spécial, conformément à l'article 8:7 du Mémoire d'accord, qui est ainsi libellé:

Si un accord sur la composition du groupe spécial n'intervient pas dans un délai de 20 jours après la date d'établissement du groupe, le Directeur général, à la demande de l'une ou l'autre des parties et en consultation avec le Président de l'ORD et le Président du Comité ou Conseil compétent, déterminera la composition du groupe spécial en désignant les personnes qui lui paraissent les plus indiquées, conformément aux règles ou procédures spéciales ou additionnelles pertinentes de l'accord visé ou des accords visés qui sont invoqués dans le différend, après avoir consulté les parties au différend. Le Président de l'ORD informera les Membres de la composition du groupe spécial ainsi constitué au plus tard dix jours après la date à laquelle il aura reçu une telle demande.

4. Le 31 août 2020, le Directeur général a donc donné au Groupe spécial la composition suivante:

Président: Paul O'CONNOR

Membres: Samantha ATAYDE ARELLANO
Fabián VILLARROEL RÍOS

5. Le Brésil, le Canada, la Chine, les États-Unis, la Fédération de Russie, l'Indonésie, le Japon, la Norvège, le Pakistan, la République de Corée, le Royaume-Uni, Singapour, la Thaïlande, la Turquie, l'Ukraine¹ et l'Union européenne ont réservé leur droit de participer en tant que tierces parties aux travaux du Groupe spécial.

¹ L'Ukraine a notifié son intérêt pour sa participation en tant que tierce partie après que la composition du Groupe spécial avait été arrêtée.